



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

INDU • NUMÉRO 035 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 23 novembre 2016

—
Président

M. Dan Ruimy

Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie

Le mercredi 23 novembre 2016

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. Dan Ruimy (Pitt Meadows—Maple Ridge, Lib.)): Bienvenue à tous à la séance numéro 35 du Comité permanent de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Nous avons l'honneur et le plaisir d'accueillir aujourd'hui des invités du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Il s'agit du premier ministre, l'hon. Robert McLeod. Bienvenue, monsieur.

Nous recevons également l'hon. Robert C. McLeod, vice-premier ministre, ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, ministre des Finances et ministre des Ressources humaines; l'hon. Caroline Cochrane, ministre des Affaires municipales et communautaires; l'hon. Louis Sebert, ministre des Terres et ministre de la Justice; l'hon. Alfred Moses, ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi et l'hon. Glen Abernethy, ministre de la Santé et des Services sociaux.

Merci à tous et bienvenue à notre comité de l'industrie, des sciences et de la technologie.

Comme je crois que vous souhaitez faire des déclarations, je vais vous céder la parole sans plus attendre.

L'hon. Robert R. McLeod (premier ministre, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Merci, monsieur le président.

Je vais aussi vous présenter M. Wally Schumann, ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, ministre des Transports et ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

Le président: Toutes mes excuses, monsieur Schumann.

L'hon. Wally Schumann (ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, ministre des Transports, et ministre des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Vous êtes tout excusé.

L'hon. Robert R. McLeod: Nous remercions le Comité de rencontrer cet après-midi le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Nous sommes ici pour avoir des entretiens avec le premier ministre, les ministres et plusieurs comités permanents au sujet d'un certain nombre de défis et de possibilités qui se présentent actuellement pour la population des Territoires du Nord-Ouest. Nous nous réjouissons de pouvoir rencontrer le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie.

Avant de commencer notre exposé, je voudrais prendre quelques instants pour parler de notre territoire. J'ai eu le plaisir d'apprendre que certains d'entre vous étaient venus nous rendre visite dans les Territoires du Nord-Ouest.

Les Territoires du Nord-Ouest comptent 44 000 habitants qui vivent dans 33 collectivités s'étendant du sud de la frontière avec les

provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta jusqu'à l'île Banks dans l'océan Arctique. La principale ville est Yellowknife qui a une population d'environ 21 000 habitants, et la plus petite localité est Kakisa qui compte moins de 50 habitants. Vingt-sept de nos collectivités ont moins de 1 000 habitants et 16 d'entre elles moins de 500 habitants.

Seulement 12 des 33 collectivités des Territoires du Nord-Ouest peuvent rejoindre le sud du pays par la route d'un bout à l'autre de l'année et quatre d'entre elles sont accessibles uniquement par avion ou par bateau. Même si les Territoires du Nord-Ouest ont un important potentiel hydroélectrique, seulement huit de nos collectivités sont alimentées en hydroélectricité. Les 25 collectivités restantes se servent de génératrices diesel autonomes pour produire leur électricité.

Le manque d'infrastructures de transport et de production d'énergie font grimper le coût de la vie bien au-dessus du niveau auquel les autres Canadiens sont habitués. En 2015, par exemple, les résidents d'Ulukhaktok payaient 8,25 \$ pour une boîte de tomates en conserve de 540 millilitres et les résidents de Fort McPherson payaient le litre de lait 7,85 \$.

Les habitants de Fort Smith, une localité de 2 500 personnes située près de la centrale hydroélectrique de Taltson, paient l'électricité 16 ¢ le kilowatt-heure. Le prix est beaucoup plus élevé dans la majeure partie des territoires. À Yellowknife, où habite la moitié de la population des Territoires du Nord-Ouest, nous payons 30 ¢ le kilowatt-heure et dans les collectivités alimentées par une centrale au diesel, le coût est de 65 ¢ le kilowatt-heure alors que le tarif maximum est de 18 ¢ le kilowatt-heure ici, à Ottawa.

En même temps, les Territoires du Nord-Ouest ressentent les effets des changements climatiques à un rythme plus rapide que le sud du Canada. À Inuvik, la température moyenne annuelle a déjà augmenté de 4°C depuis les années 1950 et dans le sud des Territoires du Nord-Ouest, nous avons déjà enregistré une hausse de 2°C de la température annuelle.

Les changements climatiques entraînent une érosion des côtes, la fonte du pergélisol, des glissements de terrain, l'augmentation du poids de la neige sur les bâtiments et de la sécheresse. Le raccourcissement de la saison d'ouverture des routes d'hiver et maritimes que l'on doit au réchauffement de la température compromet le ravitaillement des collectivités ou le rend plus coûteux. Il a fallu adapter les techniques de construction, ce qui rend les projets d'infrastructure publics plus complexes et plus coûteux. Cela perturbe également le transport des gens et des marchandises, car la dégradation du pergélisol abîme les routes et les pistes d'atterrissage.

Ce qui caractérise toutefois les gens du Nord c'est qu'ils ont toujours dû compter sur leur ingéniosité. N'ayant eu qu'un accès limité aux ressources et approvisionnements de l'extérieur pendant la majeure partie de l'histoire des Territoires du Nord-Ouest, les gens ont toujours dû faire preuve de créativité pour résoudre leurs problèmes. Nous continuons de faire preuve de créativité et d'innovation pour résoudre les problèmes modernes et nous sommes les premiers à appliquer les techniques et les technologies nouvelles pour la construction de bâtiments et de routes en région froide et la production d'énergie renouvelable.

Sur le plan de l'énergie photovoltaïque et de la puissance installée par habitant, nous nous classons au deuxième rang au Canada, mais nous occupons la première place pour ce qui est de l'utilisation de granules de bois. Les projets comme la ligne à fibre optique de la vallée du Mackenzie et la route d'Inuvik à Tuktoyaktuk montrent que nous sommes tournés vers l'avenir.

Nous pensons que l'expérience que nous avons acquise dans les Territoires du Nord-Ouest peut également s'appliquer au sud du pays, surtout pour la transition vers une économie verte.

Nous sommes ici aujourd'hui pour vous parler de trois projets prioritaires qui fourniront au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Canada l'occasion de travailler ensemble pour apporter d'importants changements dans le Nord et atteindre les objectifs nationaux à l'égard des changements climatiques.

Monsieur le président, je voudrais maintenant céder la parole au ministre Wally Schumann qui parlera plus en détail de ces possibilités.

• (1540)

L'hon. Wally Schumann: C'est un grand plaisir pour moi d'être ici cet après-midi pour présenter les projets du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans des domaines où nous croyons pouvoir contribuer de façon importante aux objectifs nationaux reliés à l'énergie verte et soutenir la croissance et le développement économiques dans l'économie du savoir.

Je voudrais commencer par parler de certaines de nos priorités qui seront bénéfiques pour les résidents des Territoires du Nord-Ouest et pour le Canada.

La première priorité est la phase un du projet d'expansion hydroélectrique de Taltson. Ce projet consiste à étendre le réseau hydroélectrique dans le sud-est des Territoires du Nord-Ouest. Il comprend l'ajout d'une puissance de 60 mégawatts à la centrale de Taltson et la construction d'une ligne de transmission de 200 kilomètres jusqu'en Saskatchewan. Ce projet pourrait changer la donne pour les T.N.O. et le Canada en augmentant la disponibilité d'énergie renouvelable propre.

En reliant notre réseau hydroélectrique — actuellement isolé — au réseau national en le prolongeant jusqu'à la Saskatchewan, nous pourrions aider à réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre de 360 000 tonnes par année pendant plusieurs décennies. Compte tenu de la durée de vie prévue de cette infrastructure, ce serait un grand pas en avant pour respecter les priorités nationales à l'égard des changements climatiques et les modalités de la Déclaration de Vancouver. Cette expansion s'appuierait sur le stockage existant de l'eau, sans nouvelles inondations, et assurerait une source continue de revenus. Dans un territoire où les partenariats avec les Autochtones font partie de notre réalité quotidienne, ce projet serait réalisé en partenariat avec les gouvernements autochtones et créerait des débouchés économiques pour ces derniers de même que pour les entreprises autochtones de tous les T.N.O.

Notre deuxième priorité est la recherche de solutions innovatrices pour produire de l'énergie renouvelable à l'intention des collectivités isolées du Nord qui doivent actuellement utiliser le diesel, un combustible à forte intensité carbonique et coûteux pour produire de l'électricité. Les centrales au diesel sont la seule source d'électricité pour 25 des 33 collectivités des Territoires du Nord-Ouest. C'est une situation coûteuse tant sur le plan économique qu'écologique. Cela fait maintenant plus d'une décennie que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest propose des solutions à ce problème. Nous avons aujourd'hui les solutions les meilleures et les plus innovantes pour remédier à l'utilisation de centrales au diesel dans les régions isolées du nord du pays. Comme pour un grand nombre de nos priorités, celle-ci prévoit des approches visant à répondre aux besoins particuliers de nos nombreuses communautés. Cela comprend un projet d'énergie éolienne à Inuvik, des systèmes d'énergie solaire à pénétration élevée dans 15 collectivités en dehors du réseau ainsi qu'une ligne de transmission hydroélectrique jusqu'à Fort Providence.

Le projet éolien d'Inuvik consiste à produire jusqu'à 4 mégawatts d'énergie éolienne et à construire une ligne de transmission de 10 kilomètres jusqu'à la ville d'Inuvik. Nous estimons que ce projet réduira les émissions de gaz à effet de serre de 4 000 tonnes par année et qu'il éliminera la consommation de 1,3 million de litres de diesel par année dans la localité qui en consomme le plus dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est un projet très innovant qui sera le premier projet éolien à grande échelle entrepris au nord du cercle Arctique au Canada.

La deuxième solution consiste à installer des systèmes de production d'énergie solaire à pénétration élevée avec des batteries ou des génératrices à vitesse variable efficaces dans 15 collectivités qui dépendent du diesel. Les batteries et les génératrices à vitesse variable sont le seul moyen de réduire substantiellement les émissions de gaz à effet de serre dans les collectivités éloignées et cela permet de réduire la consommation de diesel et les émissions de gaz à effet de serre de 20 % à 25 % au lieu de 2 % à 4 % en utilisant seulement l'énergie solaire. Nous avons déjà démontré l'efficacité de cette approche dans deux localités du Haut-Arctique: Colville Lake et Aklavik. L'application de ce modèle dans 15 autres collectivités des T.N.O. permettrait de réduire les gaz à effet de serre de 2 600 tonnes par année en plus d'améliorer la sécurité énergétique de ces communautés et de contribuer à la réalisation de notre objectif national qui est de réduire la production d'électricité à partir du diesel.

La troisième solution est la construction d'une ligne de transmission pour relier Fort Providence, une des principales collectivités des T.N.O. qui produisent leur électricité à partir du diesel, jusqu'au réseau hydroélectrique de Taltson. Cette ligne de transmission réduira les émissions de gaz à effet de serre de 4 900 tonnes par année et assurera à la collectivité un approvisionnement permanent en énergie renouvelable.

• (1545)

La dernière priorité dont je voudrais parler est la construction d'un réseau routier praticable en tout temps pour s'adapter aux impacts climatiques. Comme le premier ministre l'a indiqué au début de notre exposé, le manque d'infrastructures de transport adéquates cause des difficultés aux collectivités des T.N.O. Comme seulement 33 % de notre territoire est à moins de 100 kilomètres d'une route praticable en toute saison, nous dépendons énormément de voies de transport saisonnières comme les routes d'hiver et les chemins de glace. Les changements climatiques affectent grandement la fiabilité de ces routes d'hiver, particulièrement celle des fragiles traverses de glace.

Les nouveaux corridors routiers comme la route de la vallée du Mackenzie et l'amélioration de l'accès à la province géologique Slave atténueront l'impact des changements climatiques, relieront nos collectivités entre elles et avec le reste du Canada et augmenteront la sécurité, la fiabilité et la résilience du réseau de transport.

En même temps, ces nouveaux liens apporteront de nouveaux débouchés commerciaux et la prospérité économique. La route de la vallée du Mackenzie reliera plusieurs collectivités des T.N.O. au réseau routier public et donnera accès à de riches ressources pétrolières et minières. Un important travail de planification a déjà été accompli. Les éléments prioritaires de ce projet sont notamment la construction d'un pont sur la rivière Bear, des études d'ingénierie et environnementales pour les tronçons restants entre Wrigley et Norman Wells et la construction du tronçon entre Tulita et Norman Wells, y compris l'achèvement des activités d'évaluation environnementale.

La province géologique Slave est le lieu où les mines de diamants des T.N.O. sont situées et elle a encore un riche potentiel minier non exploité. Néanmoins, les changements climatiques ont raccourci la période pendant laquelle la route d'hiver qui dessert la région est praticable, ce qui a entraîné des coûts de transport élevés de même que des problèmes opérationnels pour les exploitations minières. Un corridor praticable en toute saison éliminerait ces difficultés, réduirait le coût d'exploration et d'exploitation de l'industrie et aiderait les TNO à réaliser pleinement leur potentiel économique.

Ces priorités font suite aux innovations que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a déjà apportées et je voudrais prendre quelques instants pour souligner des initiatives qui devraient intéresser le Comité.

Premièrement, nous avons le grand plaisir de dire que la ligne de fibre optique de la vallée du Mackenzie sera achevée cet hiver. Cette ligne de fibre optique couvrira une distance de plus de 1 100 kilomètres et permettra aux collectivités petites et isolées qui sont situées le long de la route de la vallée du Mackenzie d'avoir accès à un réseau de communications par fibre optique à haute vitesse, à la fine pointe de la technologie. Cela apportera aux gens de la région des possibilités de développement et de diversification économiques et fournira au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest des nouveaux moyens d'assurer la prestation de ses programmes et services, par exemple dans le domaine de la santé et de l'éducation, dans nos petites collectivités.

En plus de ces avantages, la ligne de fibre optique de la vallée du Mackenzie apportera une connexion à haute vitesse à la station-relais pour satellite d'Inuvik afin de faciliter le transfert en temps quasi réel des données satellitaires canadiennes et internationales. Les données reçues de ces satellites servent pour la surveillance environnementale, la recherche scientifique sur le Nord, le développement durable des ressources, l'étude des changements climatiques ainsi que pour la sécurité et la surveillance, surtout pour les vastes régions de l'Arctique canadien.

Ressources naturelles Canada, l'Agence spatiale suédoise, l'Agence spatiale allemande, l'Agence spatiale norvégienne et des sociétés privées ont déjà des antennes paraboliques à la station satellite-relais d'Inuvik. Nous espérons qu'au cours des 20 prochaines années il pourrait y avoir jusqu'à environ 25 antennes satellitaires à Inuvik. Vous partagerez, j'en suis sûr, notre rêve de voir Inuvik devenir une plaque tournante de la recherche et cette station satellite-relais pourrait, comme le projet de ligne de fibre optique, apporter divers débouchés économiques dans le Nord.

Comme nous l'avons mentionné, les Territoires du Nord-Ouest s'intéressent particulièrement à l'énergie renouvelable et c'est pourquoi le GTNO investit, depuis de nombreuses années, des millions de dollars dans des projets énergétiques visant à remplacer les combustibles fossiles importés. Le GTNO a déjà dirigé des efforts visant à réduire les émissions grâce à l'efficacité énergétique et en utilisant des sources de chaleur à faible émission de carbone comme les granulés de bois. Cela vaut également pour nos propres immeubles. D'ici 2017-2018, près de 20 % de la totalité du chauffage des établissements publics comme les bureaux, les écoles et les centres de santé sera assurée au moyen de la biomasse. Notre réseau électrique est surtout alimenté par l'hydroélectricité. Au cours d'une année moyenne, plus de 75 % de l'électricité communautaire provient de l'hydroélectricité renouvelable. Les Territoires du Nord-Ouest se classent au deuxième rang, au Canada, pour ce qui est de la puissance solaire installée par habitant. Dans un territoire qui est plongé dans l'obscurité pendant une bonne partie de l'année, cela témoigne de notre ouverture à l'innovation.

À propos d'innovation, je me dois de mentionner le travail réalisé sur la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk. Cette route a une longueur de 138 kilomètres et elle témoigne du partenariat entre les gouvernements fédéral et territorial et de la nécessité de recourir à la fine pointe de la science et de l'innovation pour réaliser ce genre de projets. Pour construire la route en préservant le pergélisol le long de son tracé, il n'a pas été possible d'employer les techniques habituelles de creusage et remplissage.

• (1550)

Les méthodes de construction traditionnelles consistent à creuser dans les couches protectrices de végétation et de matières organiques de surface, ce qui risque de faire fondre le pergélisol qui se trouve en dessous. Pour protéger le pergélisol, notre concept seulement fait appel à du remplissage. Un tissu géotextile a été placé entre le sol existant et les matériaux de construction tout au long de la route. La majeure partie des travaux ont eu lieu pendant l'hiver afin de préserver le pergélisol.

Je dois également mentionner que l'achèvement de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk permettra de prolonger la ligne de fibre optique de la vallée du Mackenzie jusqu'à Tuktoyaktuk.

La nécessité de se débrouiller seuls a stimulé la créativité des gens du Nord et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest souhaite vivement partager ses innovations avec le monde entier. Nous pensons que nous pourrions, en partenariat avec le gouvernement du Canada, poursuivre le travail innovant que nous avons déjà réalisé pour nous adapter aux changements climatiques, réduire le coût de la vie et faire la transition vers des sources d'énergie renouvelable afin de servir les intérêts de la population des Territoires du Nord-Ouest et de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, messieurs, de votre exposé.

Comme nous avons jusqu'à 16 h 30, je suggère que nous fassions des tours de cinq minutes jusqu'à la fin.

Nous allons commencer par M. Longfield, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à vous tous d'être venus de si loin pour vous joindre à nous. Il est beaucoup plus facile pour nous de vous rencontrer lorsque vous venez nous voir, mais ce serait formidable de pouvoir aller visiter les Territoires du Nord-Ouest. C'est la seule région du pays où je ne suis pas encore allé, mais j'ai vu la présentation sur votre projet routier et la protection du pergélisol. Sachant ce qui s'est passé au cours des 30 dernières années, il y a eu des changements drastiques. Pourriez-vous nous parler un peu des risques auxquels nous sommes confrontés et de la nécessité de faire des recherches scientifiques poussées à ce sujet?

L'hon. Wally Schumann: Merci.

Les changements climatiques seront le moteur de toute cette activité. Nous n'avons pas mentionné dans notre exposé que nous avons réalisé un certain nombre de projets scientifiques le long du corridor de cette route. Je vous invite tous à visiter le site Web du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le ministère des Transports. Vous y trouverez des liens avec la route pour Tuktoyaktuk, des photos et tout le travail qui a été réalisé là-bas.

Les changements climatiques ont été l'un des principaux moteurs. Comme je l'ai dit, nous avons réalisé plusieurs choses sur cette route. Un certain nombre de thermistances permettent de déceler le dégel et la fonte du pergélisol. Nous avons testé un système de ponceau en partenariat avec le gouvernement fédéral dans plusieurs tronçons. Cela a été testé là-bas. On utilise des géotextiles recouverts de plusieurs couches de matériaux sur les différents tronçons.

Tout cela va nourrir l'innovation et la technologie nécessaires pour construire davantage de routes dans le Nord et dans les localités éloignées où le pergélisol risque de se dégrader. Ce sera donc, je pense, une bonne route expérimentale pour innover et faire progresser la conception de certaines de ces infrastructures.

M. Lloyd Longfield: Il est bon d'entendre parler de tous les pays qui participent à la recherche à Inuvik et de s'assurer que le Canada participe également à cette recherche. J'ai vu les systèmes de ventilation sous la route.

Je voudrais passer à... Il est vraiment intéressant que vous soyez à l'avant-garde des initiatives relatives aux changements climatiques étant donné l'impact qu'ils ont déjà dans votre territoire. Vous avez également expérimenté certaines solutions pour l'approvisionnement alimentaire. Une serre a été créée à partir d'une ancienne patinoire de hockey, par exemple. Je siège également au comité de l'agriculture et nous cherchons ce qu'il est possible de faire pour améliorer la disponibilité d'aliments sains dans le Nord. Vous avez eu quelques difficultés, au fil des ans, à essayer de préserver les connaissances que vous avez accumulées pour poursuivre votre projet, à cause du roulement du personnel.

Pourriez-vous nous dire comment l'industrie agricole pourrait vous aider, dans le Nord, à trouver des nouvelles façons d'établir des serres ou de produire des aliments pour le Nord à l'aide de la technologie canadienne?

L'hon. Wally Schumann: Il se trouve que je vais rencontrer plus tard aujourd'hui le ministre de l'Agriculture pour parler de Cultivons l'avenir 2 qui nous a beaucoup aidés, dans les Territoires du Nord-Ouest, à établir notre stratégie pour l'agriculture.

Dans les régions du sud, d'où je viens, il y a une agriculture assez importante. Il n'y a pas beaucoup de terres disponibles, mais il y a quelques producteurs dans le sud. Néanmoins, notre gouvernement a maintenant des serres dans les 33 collectivités pour promouvoir la culture maraîchère sur place afin de remédier à la pénurie d'aliments et au coût élevé de la vie dans les Territoires du Nord-Ouest. J'espère que nous allons continuer à travailler avec le ministère de

l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour développer et promouvoir l'agriculture commerciale dans les Territoires du Nord-Ouest, qu'elle soit hydroponique ou autre.

Beaucoup de gens sont surpris, je pense, lorsqu'ils viennent dans le Nord, d'apprendre que les Territoires du Nord-Ouest ont même obtenu un quota pour produire des oeufs. Nous avons une ferme qui produit un grand nombre d'oeufs. Une des difficultés est d'approvisionner en oeufs le reste des Territoires du Nord-Ouest et de résoudre la question du transport.

● (1555)

M. Lloyd Longfield: Comme il me reste moins d'une minute, désolé de vous interrompre, mais je désire mentionner que l'Université de Guelph a mis au point des exploitations agricoles verticales qui pourront être utilisées sur Mars ou d'autres planètes, dans des endroits où les conditions climatiques sont extrêmes. Les fermes verticales ont besoin d'électricité. Vos initiatives concernant l'électricité visent notamment à remplacer le diesel, mais vous avez aussi besoin d'électricité pour faire pousser des aliments. Pourriez-vous nous en parler un peu?

L'hon. Wally Schumann: Comme vous l'avez vu dans notre exposé, au sujet de l'électricité, nous sommes en train de mettre en oeuvre une stratégie énergétique. Nous croyons qu'à l'avenir, pour aider les localités isolées à se passer du diesel, il faudra un ensemble de choses, que ce soit l'énergie solaire ou des génératrices à vitesse variable pour stabiliser la situation et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le coût de l'énergie est extrêmement élevé dans les Territoires du Nord-Ouest et la plupart des collectivités du Nord sont largement subventionnées pour que leurs tarifs soient ramenés à ceux de Yellowknife. Pour donner aux membres du Comité une petite idée de ce que coûte l'électricité, dans certaines localités du Nord, c'est plus de 60 ¢, mais les subventions ramènent ce tarif à 30 ¢, comme à Yellowknife.

Merci beaucoup.

Le président: Nous allons passer à M. Dreeshen.

Vous disposez de cinq minutes.

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Je vous remercie infiniment, monsieur le premier ministre, et tous les ministres d'être ici aujourd'hui.

J'ai eu l'occasion, avec Affaires autochtones et Développement du Nord, d'aller dans les territoires lorsque nous faisons une étude des obstacles au développement, il y a un certain nombre d'années. Nous avons certainement rencontré des personnes exceptionnelles. J'ai remarqué dans votre documentation que vous parliez des entreprises appartenant à des Autochtones. Les gens que nous avons rencontrés, et j'ai continué à le dire pendant des années, comptaient parmi les meilleurs PDG qu'on puisse trouver; peu importe où ils étaient. Ici, dans le reste du Canada, nous devrions être fiers des compétences qui sont là-bas et de l'excellent travail qui est fait.

Je sais qu'un des problèmes que nous avons ici est la situation économique. Vous avez également quelques difficultés sur ce plan-là parce que vos riches ressources naturelles sont touchées. Venant de l'Alberta, je suis très conscient de certains des problèmes que cela pose. Vous avez reçu 1,281 milliards en transferts fédéraux, 44 millions de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé, 16 millions de dollars pour le Transfert social canadien, 1,22 million dans le cadre de la formule de financement des territoires, mais cela représente quand même moins d'argent. Cela vous donne moins d'argent que l'année dernière. Telles sont nos préoccupations. Même le Transfert canadien en matière de santé sera de moins de 3 % l'année prochaine. Espérons que le gouvernement fédéral va réexaminer tout cela.

Encore une fois, si nous prenons l'énergie et si nous examinons la situation dans ce domaine, j'ai parlé aujourd'hui à un certain nombre de gens et je crois que j'étais le seul qui était suffisamment âgé pour me souvenir du débat sur le pipeline de la vallée du Mackenzie. Si nous voulons parler d'énergie, certains de ces projets auraient peut-être été bénéfiques au cours des années. Ils n'auraient pas forcément cadré avec certaines des solutions que nous aurions pu adopter. Encore une fois, cela a été mis de côté.

J'aimerais savoir si vous pouvez nous en dire un peu plus, car nous étudierons ultérieurement l'infrastructure à large bande. Nous avons certaines idées pour faire en sorte qu'un réseau de fibre optique soit installé en même temps qu'on bâtit les routes. C'est quelque chose d'essentiel dont les gens doivent être informés, je pense.

Pourriez-vous nous dire de quelle façon le travail que vous faites sur ce plan-là va aider les communautés que vous desservez? Peut-être pourriez-vous parler également des autres sujets que j'ai mentionnés.

L'hon. Robert R. McLeod: Je pourrais peut-être commencer. Pour ce qui est du pétrole et du gaz, nous en avons en abondance, mais pour le moment, je dirais que c'est davantage un potentiel qu'une réalité. Le comble de l'ironie, comme nous le disons, est que nous sommes assis sur un riche gisement de pétrole et de gaz mais qu'à Inuvik, nous faisons venir du gaz naturel liquéfié de Vancouver pour produire de l'électricité avec autre chose que du diesel. Nous n'avons pas l'économie d'échelle voulue pour forer un puits afin de chauffer nos collectivités au gaz naturel parce que c'est très coûteux. Voilà pourquoi nous comptons beaucoup sur le diesel importé.

Pour ce qui est de la ligne de fibre optique de la vallée du Mackenzie, nous y connectons toutes nos collectivités situées le long de la vallée du Mackenzie. Une des façons de compenser les longues distances et le manque d'infrastructure est d'avoir au moins une connexion Internet pour nous faciliter les choses sur le plan de l'éducation et nous commençons à voir beaucoup plus d'achats en ligne.

Comme le ministre McLeod est responsable du projet, il va vous fournir davantage de précisions.

•(1600)

L'hon. Robert C. McLeod (vice-premier ministre, ministre, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, ministère des Finances, et ministère des Ressources humaines, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Merci, monsieur le premier ministre.

J'ai travaillé avec certaines agences spatiales européennes. Nous avons actuellement sept antennes paraboliques à Inuvik, je crois, et il est question, je pense, d'en installer quatre autres. Les Italiens vont venir. Cela apporte également certains revenus à la collectivité d'Inuvik.

Le printemps prochain, nous devrions avoir de l'éclairage. Nous avons eu un peu de difficulté à traverser un des cours d'eau, ce qui a retardé la construction pendant l'hiver. Néanmoins, cela offre beaucoup de potentiel et nous avons en fait doublé la quantité de lignes que nous mettons dans le câble. Il devait y avoir 24 lignes de fibre, mais le ministre des Finances alors en poste s'est rendu compte qu'il ne coûterait pas beaucoup plus cher d'avoir 24 lignes supplémentaires et nous avons donc un câble de fibre à 48 lignes. À l'avenir, si nous devons élargir le réseau, nous n'aurons pas besoin de poser un autre câble, car la capacité sera suffisante.

Vous avez certainement entendu parler de la situation géographique d'Inuvik qui permet de recevoir les données en provenance des satellites qui survolent la région. Nous avons rencontré DLR qui nous a dit qu'à Inuvik, comme à Kiruna, en Suède, vous avez une demi-heure pour recevoir l'information provenant d'un satellite lorsqu'il passe au-dessus de la ville. Il paraît que c'est très long dans le domaine des satellites et nous sommes donc très contents.

Je sais que c'est un secteur de haute technologie, mais de nos jours, nos enfants ont tous l'habitude des ordinateurs et de ce genre de technologie. Si nous pouvons en profiter, s'il y a des possibilités de formation sur place, je pense que cela va également vraiment nous aider. Il y a aussi beaucoup de gens qui viennent au Aurora Research Institute, à Inuvik, pour faire toutes sortes d'études, surtout sur les changements climatiques et ce sera également une bonne chose pour eux.

Nous espérons avoir de l'éclairage l'hiver prochain. Je pense que nous pourrions avoir de l'éclairage jusqu'à Fort Good Hope. Après Fort Good Hope, nous avons quelques problèmes à cause du terrain, mais nous allons les régler cette année et il y aura de l'éclairage dans tout le territoire. Ce sera énorme.

Le président: Merci.

Nous allons passer à M. Masse, s'il vous plaît, pour cinq minutes.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, je vous remercie, vous et les membres de votre équipe, de votre présence ici. C'est un grand honneur de vous recevoir ici aujourd'hui. Je crois important pour la plupart d'entre nous de voir quels seront les défis à relever et comment le Comité pourra apporter son aide à l'avenir.

J'ai trouvé vos projets d'infrastructure intéressants. Dans ma région du sud profond, pourrait-on dire, on est en train de construire un nouveau pont et je peux comprendre la difficulté de réaliser ce genre de travaux. J'ai essayé, pendant des années, d'obtenir un nouveau pont. Les échanges commerciaux qui passent par ma circonscription se chiffrent à environ 1 milliard de dollars. Cela se passe sur une distance de deux kilomètres et c'est la valeur quotidienne, selon ce qui est effectivement transporté. Malgré une telle ampleur, il a été difficile de faire démarrer le projet pour diverses raisons. Les choses ont heureusement débloqué.

En ce qui concerne les projets que vous avez mentionnés ici, le gouvernement a parlé d'une banque d'infrastructure et d'un partenariat public-privé. Pour être franc avec vous, je suis plutôt contre. Prenons le nouveau pont que nous construisons pour traverser la frontière. C'est une source de profits que l'on construit, d'autant plus que les autres infrastructures frontalières ont bénéficié des subventions et bons du gouvernement. Surtout lorsqu'un projet est réalisé par les deux pays, avec les Américains, il est possible de lever des fonds de façon plus rentable et de verser des dividendes aux citoyens. Néanmoins, dans votre situation, quel est le pour et le contre?

Je vous pose la question sans aucune arrière-pensée. Je voulais seulement que vous sachiez ce que j'en pense. Cela vous offre-t-il des possibilités ou est-ce que cela crée d'autres complications lorsqu'on se tourne vers ce modèle pour ce genre de projets?

• (1605)

L'hon. Robert C. McLeod: Merci.

Nous avons actuellement deux PPP auxquels nous travaillons. Il y a le projet de rénovation de l'Hôpital territorial Stanton. Le projet de ligne de fibre optique de la vallée du Mackenzie est également un PPP.

Nous estimons que cette formule fonctionne bien pour nous, car c'est le promoteur qui assume les risques. Nous nous contentons de réserver l'argent et de le payer lorsque le projet est achevé. Cela nous a vraiment aidés pour la ligne de fibre optique de la vallée du Mackenzie, dans les circonstances dont je vous ai parlé plus tôt.

Si ce projet avait été financé par le gouvernement, tout d'abord, le prix aurait sans doute été plus élevé, car à chaque fois que des travaux sont étiquetés GTNO, cela fait grimper le prix.

M. Brian Masse: D'accord. C'est pourquoi je pose la question.

L'hon. Robert C. McLeod: Oui, cela fait grimper le prix. Quand les travaux sont entrepris par les GTNO ou le Canada, le prix augmente.

Dans ce cas particulier, comme les promoteurs ont assumé tous les risques, ils ont dû essayer de remédier au problème, ce qui était bon pour nous. Nous prendrons possession du projet lorsque nous serons convaincus qu'il va répondre à nos normes.

Le projet de modernisation de l'Hôpital territorial Stanton, qui consiste à construire un hôpital de 350 millions de dollars à Yellowknife, nous donnera un hôpital territorial presque deux fois plus grand que l'ancien. Nous avons également un partenaire PPP et le principe est le même. Le partenaire assume tous les risques. Il y a certaines autres conditions qui nous permettent d'obtenir des partenaires PPP un peu plus facilement, mais nous constatons que c'est probablement la meilleure solution dans notre cas particulier.

M. Brian Masse: S'agit-il d'une entente à long terme ou d'une entente sur les frais d'utilisation? Quel avantage le partenaire du secteur privé en tire-t-il? Je sais que cela peut dépendre de l'accord, mais quelle est la meilleure formule pour vos projets ou peut-être est-elle différente pour chacun d'entre eux?

Un partenaire du secteur privé a participé à la construction de notre promenade et ça s'est mal passé. Il a dû extraire 250 poutrelles et en détruire 250 autres dans le cadre d'un projet d'infrastructure. Il a néanmoins assumé le risque, parce que son travail n'était pas conforme aux normes. C'est maintenant devant les tribunaux. C'était insensé. Les poutrelles n'avaient pas été soudées selon les normes canadiennes. Incroyable, mais vrai. J'en ai eu connaissance uniquement parce que certains des ouvriers qui soudaient les poutrelles fréquentaient le gymnase où je vais. Ils soudaient dans le ciment. Il y avait des bonbonnes, etc., à l'intérieur. C'était tout simplement sidérant. Quoi qu'il en soit, ils ont maintenant des comptes à rendre devant les tribunaux.

Néanmoins, cela fonctionne-t-il? Y a-t-il des frais d'utilisation? Est-ce un partenariat à long terme? Le promoteur garde-t-il l'infrastructure? Pour l'infrastructure frontalière dont j'ai parlé, il va la conserver pendant 50 ans.

L'hon. Robert C. McLeod: Pour ce qui est du projet d'hôpital, les promoteurs vont utiliser l'ancien hôpital, je crois.

Je vais peut-être laisser le ministre de la Santé vous répondre. Nous nous occupons seulement de l'argent.

M. Brian Masse: Nous pourrions toujours y revenir. Je voudrais seulement savoir comment cela fonctionne pour vous.

L'hon. Robert McLeod: Je vais demander au ministre de la Santé s'il peut en dire un peu plus.

L'hon. Glen Abernethy (ministre, ministère de la Santé et des Services sociaux, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): En deux mots, quand nous avons fait notre analyse, nous avons estimé que ce serait moins coûteux à long terme. Cela nous aurait coûté 1 milliard de dollars si nous avions payé les travaux et exploité l'établissement pendant 35 ans. Nous engageons les promoteurs sous contrat pour fournir les services d'alimentation, de sécurité ou quelques autres services dans le bâtiment pendant 30 ans — la gestion de l'immeuble — et ils vont assurer la gestion de notre ancien bâtiment pendant 35 ans.

À la fin des 35 ans, tout nous reviendra. Le projet nous aura alors coûté 750 millions de dollars au lieu de 1 milliard de dollars si nous l'avions financé directement.

M. Brian Masse: En fait, c'est une façon intéressante de procéder.

Le vice-président (M. Earl Dreeshen): Merci beaucoup, monsieur Masse.

Maintenant, monsieur Arya, vous disposez de cinq minutes.

M. Chandra Arya (Nepean, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins. C'est un honneur pour nous de vous recevoir ici.

Comme je l'ai mentionné, j'ai eu le plaisir de me rendre à Yellowknife en août dernier. J'ai vraiment aimé mon séjour là-bas. J'ai visité le bel immeuble de l'Assemblée législative et le musée. J'ai aussi remarqué qu'un nouvel hôtel est en construction. À ce propos, comment se porte l'industrie touristique, selon vous, et que faites-vous pour améliorer ce secteur?

L'hon. Robert R. McLeod: Merci.

Le secteur du tourisme résiste à tous les ralentissements de l'économie. C'est le secteur de notre économie qui connaît la croissance la plus rapide. Ces dernières années, les Chinois ont manifesté beaucoup d'intérêt pour le Nord, surtout depuis que la Chine a accordé au Canada le statut de destination approuvée. Depuis l'obtention de ce statut, il y a six ans, le nombre de Chinois qui sont venus visiter la région est passé de zéro à plus de 10 000.

Avant cela, nous avions les formes de tourisme traditionnelles, les touristes qui venaient camper en tirant leur caravane. Nous avions aussi beaucoup de chasseurs et de pêcheurs. Plus récemment, nous avons accueilli davantage d'écotouristes. L'aurore boréale a d'abord attiré les Japonais — plus de 17 000 viennent chaque année — et les Chinois ont maintenant augmenté largement le nombre de visiteurs. La baisse du dollar canadien a également fortement augmenté le tourisme.

Notre tourisme connaît une forte expansion et le principal obstacle qui nous limite actuellement est le manque de chambres d'hôtel et d'infrastructure.

D'autre part, la route d'Inuvik à Tuktoyaktuk, qui ouvrira à l'automne 2017, fera partie des célébrations du 150^e anniversaire du Canada et nous nous attendons à une forte croissance du tourisme, car ce sera la première fois que les Canadiens pourront voyager en automobile d'un océan aux deux autres: vous pourrez rouler jusqu'aux trois océans et nous nous attendons donc à ce que cela attire également les touristes dans le Nord.

•(1610)

M. Chandra Arya: Après le tourisme, monsieur le premier ministre, je voudrais que nous parlions de l'avenir des Territoires du Nord-Ouest pour ce qui est d'attirer d'autres Canadiens ou immigrants. Avez-vous des plans à cet égard?

L'hon. Robert R. McLeod: Nous avons malheureusement enregistré une diminution de notre population. Nous sommes probablement les seuls, au Canada, à avoir perdu des habitants depuis une dizaine d'années. La diminution n'est pas très importante, peut-être d'environ 100 à 500 personnes par année. Tout récemment, l'année dernière, la situation s'est renversée un peu, car notre population a augmenté de 0,5 %. Nos objectifs de croissance démographique ont été très modestes. Nous nous sommes efforcés d'accroître notre population de 2 000 habitants sur 5 ans et bien entendu, nous avons intérêt à l'augmenter, car en raison des ententes avec le gouvernement du Canada sur la formule de financement des territoires, plus nous avons d'habitants, plus nous recevons d'argent.

Nous avons essayé de trouver des moyens d'attirer les gens. Nous avons de nombreux emplois, mais il coûte cher de vivre dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous nous sommes intéressés à l'immigration. Nous aimerions recevoir beaucoup plus d'immigrants dans les Territoires du Nord-Ouest. Notre société commence à devenir très multiculturelle et nous commençons à avancer dans la bonne direction grâce à une augmentation modeste de notre population.

M. Chandra Arya: En ce qui concerne l'industrie minière et pétrolière, je crois qu'elle a connu un léger déclin au cours des deux dernières années. Quel avenir prévoyez-vous pour ce secteur?

L'hon. Robert R. McLeod: L'industrie minière est le principal élément de notre économie. Le développement du Nord a reposé sur l'exploitation minière, surtout l'extraction de l'or. À l'heure actuelle, 40 % de notre économie dépend de l'activité minière, qui est entièrement centrée sur le diamant. Nous avons quatre mines de diamants. Nous exportons chaque année pour plus de 2 milliards de dollars de diamants.

Pour ce qui est du pétrole et du gaz, en raison de la chute du prix du pétrole, tous les producteurs de pétrole et de gaz des Territoires du Nord-Ouest sont partis, si bien qu'il n'y a aucune activité, sauf à Norman Wells qui est là depuis 1939, avant la guerre. Cela nous préoccupe beaucoup car, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons un énorme potentiel pétrolier et gazier. Nous avons plus de 7 milliards de barils de pétrole et environ 100 billions de pieds cubes de gaz naturel qui sont encore sous terre. Le fait que toute exploration ait cessé nous préoccupe certainement.

•(1615)

Le président: Merci.

Nous allons passer à M. Nuttall, pour cinq minutes.

M. Alexander Nuttall (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur le premier ministre, je vous remercie, vous et votre délégation, d'être des nôtres aujourd'hui. J'ai quelques questions à vous poser.

M. Schumann a mentionné que vous aviez un quota pour la production d'oeufs, par exemple. Ce quota est-il suffisant pour le moment ou devez-vous faire venir des oeufs de l'extérieur?

L'hon. Robert R. McLeod: Merci.

Nous avons dû nous battre. Nous avons dû aller devant les tribunaux pour obtenir un quota d'oeufs à cause de la gestion de

l'offre. Même avec la signature récente de l'Accord sur le commerce intérieur, nous ne pouvions pas avoir accès à ce marché. Nous voulions nous lancer dans les produits laitiers, les poulets, les dindons et aussi le boeuf, je crois, mais ce n'est pas possible à cause de la gestion de l'offre.

Nous sommes allés devant les tribunaux et nous avons obtenu le quota pour les oeufs et nous produisons maintenant une grande quantité d'oeufs. Nous pouvons répondre à nos propres besoins et nous exportons le reste. Nous avons encore des difficultés à vendre nos oeufs dans l'ensemble du Nord, parce que beaucoup de vendeurs ont leurs propres fournisseurs.

M. Alexander Nuttall: Diriez-vous que c'est pour vous un problème continu? Cela augmente-t-il le coût des aliments, etc., parce que dans bien des cas, il semble que vous ayez à transporter les marchandises jusqu'à chez vous au lieu de les produire sur place?

L'hon. Robert R. McLeod: Les revendications territoriales nous causent également des difficultés. Comme elles ne sont pas toutes réglées dans les Territoires du Nord-Ouest, la plupart des terres agricoles fertiles se trouvent dans le sud et il reste encore des revendications territoriales à négocier et à régler. Nous croyons qu'il existe d'importantes possibilités d'agriculture dans le Nord. Autrefois, chaque communauté avait l'habitude de cultiver ses propres légumes pour compenser le coût de la vie élevé. Nous recommandons à le faire avec l'aide des programmes gouvernementaux. Je pense que 28 des 33 collectivités ont recommencé à cultiver leurs propres légumes à plus ou moins grande échelle. La création de serres, etc., a beaucoup développé la culture maraîchère.

M. Alexander Nuttall: J'ai deux autres questions précises à vous poser.

Compte tenu de l'annonce d'une taxe sur le carbone qui sera entièrement mise en oeuvre d'ici 2022, votre gouvernement a-t-il pu calculer combien l'application de cette taxe vous coûterait?

L'hon. Robert R. McLeod: C'est en partie la raison pour laquelle nous sommes ici. Nous vivons déjà dans un contexte très coûteux. Nous avons déjà eu des discussions assez approfondies avec le gouvernement du Canada et nous avons convenu de travailler ensemble sur ce dossier, d'autant plus que les territoires du Nord sont les plus touchés par les changements climatiques. Nous en constatons les effets quotidiennement. Nous avons une très bonne idée de ce que cela représente.

Pour le moment, comme nous l'avons dit, 25 de nos 33 collectivités dépendent entièrement du diesel. Nous estimons qu'il faudrait seulement mettre en place une taxe sur le carbone si nous avons les moyens de nous passer du diesel.

•(1620)

M. Alexander Nuttall: Voulez-vous une exemption?

L'hon. Robert R. McLeod: Nous sommes en pourparlers. Nous avons fait valoir, je pense, que la situation du Nord est unique et que nous devons être traités de façon différente.

M. Alexander Nuttall: Le gouvernement du Canada a-t-il communiqué des plans ou des objectifs pour la croissance de l'emploi dans votre territoire? Au cours des échanges que vous avez eus jusqu'ici, un objectif a-t-il été fixé pour atteindre un certain pourcentage de croissance économique ou pour augmenter le nombre d'emplois? Je sais qu'il y a également une pénurie de médecins, etc., dans votre région. Le gouvernement du Canada a-t-il fixé un objectif que vous essayez d'atteindre?

L'hon. Robert R. McLeod: Nous avons fait des études et des recherches sur le marché du travail. Normalement, nous concluons des ententes sur le marché du travail avec le gouvernement du Canada.

Je vais demander au ministre Moses de vous fournir plus de précisions. Merci.

L'hon. Alfred Moses (ministre, ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Le GTNO vient de faire son premier rapport complet sur le marché du travail et une évaluation des besoins. Au cours des 15 prochaines années, nous allons avoir environ 36 000 emplois à combler dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons mis sur pied un plan d'action intitulé « Des compétences pour réussir » pour certains de ces métiers en demande.

Pour revenir à la question de l'immigration, nous élaborons également une stratégie d'immigration pour combler certains de ces postes. Nous avons rencontré le ministre McCallum pour voir comment nous pouvons le faire. Nous avons accueilli un plus grand nombre d'immigrants ces dernières années et en plus du rapport et Des compétences pour réussir, nous établissons également un plan stratégique avec nos établissements postsecondaires pour nous assurer de fournir les programmes et les services voulus pour répondre aux besoins.

Il y a de nombreuses mesures en place que nous voulons utiliser pour augmenter la population, mais aussi pour permettre aux résidents des territoires d'occuper les postes disponibles et d'acquérir les compétences dont nous avons grand besoin.

Le président: Merci.

Monsieur Sheehan.

M. Terry Sheehan (Sault Ste. Marie, Lib.): Monsieur le premier ministre, je vous remercie infiniment, vous et vos ministres, pour vos exposés. Merci pour tout ce que vous avez fait pour votre territoire et pour tout ce que vous allez faire, comme vous l'avez démontré.

M. Nuttall a posé la première question que j'allais poser, au sujet du marché du travail et à laquelle vous avez répondu. C'est vraiment important, car ces projets de construction vont exiger beaucoup de main-d'oeuvre.

Dans la même veine, nous venons de terminer une étude du secteur de la fabrication. À quoi ressemble ce secteur dans les Territoires du Nord-Ouest? Quels sont les possibilités et les défis?

Quelqu'un voudrait-il répondre à cette question?

L'hon. Wally Schumann: Avant d'être élu, je dirigeais le groupe de fabricants que nous avons organisé. Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est en train d'élaborer une stratégie pour le secteur de la fabrication.

Notre groupe de fabricants des Territoires du Nord-Ouest est probablement très petit, mais il est très diversifié, car cela va de la fabrication de fenêtres à la construction modulaire non seulement de chalets, mais également de logements. Nous avons un fabricant de réservoirs — en fait, nous en avons deux. À Yellowknife, nous avons un monsieur qui vient de concevoir une solution énergétique murale innovante, un nouveau système d'isolation.

Il y a donc un certain nombre de fabricants, mais nous essayons d'élaborer une stratégie pour amener les gens à être plus innovants et à trouver des solutions plus créatives pour diversifier l'économie des Territoires du Nord-Ouest. C'est une chose à laquelle nous travaillons et nous espérons que notre stratégie sera prête d'ici l'automne prochain.

M. Terry Sheehan: Merci. Je vais revenir sur ce que j'ai dit. Nous n'avons pas terminé notre étude du secteur de la fabrication; nous ne sommes pas loin du but. Nous en sommes actuellement aux recommandations alors merci infiniment pour ces observations.

Comme vous êtes ici avec nous, je crois que ma prochaine question sera: que peut faire le gouvernement fédéral, à court terme, à long terme et à moyen terme pour aider les Territoires du Nord-Ouest?

Une voix: Nous n'avons pas dit que nous allions le faire.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Robert R. McLeod: C'est une chose à laquelle nous travaillons depuis longtemps. Au début, nous avons mis l'accent sur le développement politique et constitutionnel.

Comme vous le savez peut-être, nous avons un système de gouvernement différent dans les Territoires du Nord-Ouest. C'est un système de gouvernement par consensus dans lequel nous avons 19 membres de l'Assemblée législative qui siègent comme indépendants. Nous formons un gouvernement. La moitié de notre population est autochtone et il y a donc sept gouvernements autochtones. Nous ne savons pas encore exactement à quoi les choses ressembleront lorsque tout sera négocié et réglé.

Les gens nous demandent pourquoi nous ne devenons pas une province. Nous avons examiné la possibilité de devenir une province, mais le fait est que nous n'avons pas beaucoup de gens pour être une province. Nous savons que de nos jours, pour former une province, il faut l'accord de la majorité, de plus de 50 % des cinq provinces les plus peuplées. Cela dit, même si nous pouvions le faire, nous savons que le financement que nous obtenons du gouvernement fédéral diminuerait nettement. Nous n'aurions plus qu'environ le tiers du financement que nous obtenons actuellement.

De plus, nous avons bénéficié d'une dévolution de pouvoirs et nous sommes donc dans la meilleure situation qui soit étant donné que le gouvernement fédéral nous a délégué ou dévolu la quasi-totalité des pouvoirs que possède chaque province. Nous gérons nos terres, nos ressources et tout ce que gère une province. Nous avons maintenant ces pouvoirs.

Notre principal problème est que nous avons un très vaste territoire de près de 1,5 million de kilomètres carrés. Nous n'avons pas beaucoup d'infrastructure. Nous avons un gros déficit d'infrastructure. Chaque fois que nous parlons d'infrastructure, nous sommes confrontés... Nous n'aimons pas l'expression « par habitant ». Comme les fonds pour l'infrastructure sont distribués par habitant, nous en obtenons très peu et nous préférons donc une formule de base plus un supplément.

Si le gouvernement fédéral pouvait développer toute l'infrastructure dont nous avons besoin, nous serions dans une excellente situation. Nous n'avons pas beaucoup de logements. Le financement de la SCHL est censé disparaître en 2028, je crois. Notre population autochtone est celle qui connaît la croissance la plus rapide, mais il nous manque un grand nombre de logements. Je crois qu'il nous en faudrait 2 000 de plus.

Des pouvoirs nous ont été dévolus au moment l'économie et les revenus provenant des industries extractives sur lesquels nous comptions ont chuté. L'exploitation pétrolière et gazière est arrêtée et qui sait quand elle reprendra. Cela pourrait être dans 10 ans. Cela pourrait être dans 15 ans. Certains disent que Donald Trump va changer la donne dès demain, mais cela me semble peu probable.

En fait, nous cherchons des investissements dans l'infrastructure. Nous cherchons de l'aide pour développer certaines de nos principales ressources naturelles. Nous avons des projets de très grande envergure qui ont franchi les étapes du processus de réglementation et ont été approuvés, mais qui n'ont pas été réalisés parce que nous n'avons pas suffisamment d'argent. Nous n'arrivons pas à trouver les capitaux voulus pour les construire.

• (1625)

Nous avons le pipeline de gaz naturel de la vallée du Mackenzie qui devrait coûter environ 21 milliards de dollars. Il a fallu six ans pour obtenir l'approbation réglementaire. Dès que le projet a été approuvé, le prix du gaz naturel est tombé à moins de 2 \$ les 1 000 pieds cubes. Le projet a maintenant été prolongé de sept ans et devrait être réalisé d'ici 2022. Nous avons trois mines qui ont été approuvées: une mine de terre rare, Nechalacho, qui coûtera 1,6 milliard de dollars et qui n'a pas été en mesure de lever des capitaux; la mine d'or et de lithium NICO qui doit lever des capitaux de 600 millions de dollars et la mine Canadian Zinc qui a besoin d'environ 300 millions de dollars. Tous ces projets ont été approuvés, mais n'ont pas pu recueillir les capitaux voulus pour la phase de construction et de mise en oeuvre.

Merci.

• (1630)

Le président: Merci. Nous sommes arrivés à la fin de cette réunion.

C'était un très grand honneur pour nous de vous recevoir ici aujourd'hui. Je trouve votre point de vue particulier vraiment intéressant. Nous venons pour la plupart de milieux urbains ou ruraux, mais quand on parle de la ruralité, vous savez vraiment ce que c'est. Vous nous avez vraiment présenté un point de vue très différent. Nous vous souhaitons beaucoup de chance dans votre prochain comité.

Des voix: Bravo!

L'hon. Robert R. McLeod: Je remercie le Comité. Nous espérons que vous augmenterez le nombre de nos touristes en venant nous rendre visite.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons prendre quelques instants, le temps de nous préparer pour notre séance à huis clos et nous reviendrons dans deux minutes.

• (1630)

_____ (Pause) _____

• (1635)

Le président: Nous sommes de retour.

M. Nuttall va nous donner un avis de motion, après quoi nous nous réunirons à huis clos.

La parole est à vous, monsieur Nuttall.

M. Alexander Nuttall: Merci, monsieur le président.

Ma motion se lit comme suit:

Que le Comité permanent de l'industrie, des sciences et du développement économique de la Chambre des communes invite la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, à témoigner devant le comité pour dire quelles sont les répercussions de la Loi sur l'énergie verte sur le secteur manufacturier de l'Ontario.

Je sais que c'est seulement un avis de motion, mais si quelqu'un veut modifier le texte pour que M. Thibeault se joigne à nous, nous pourrions le faire également. Je sais que nous en débattons au cours des prochaines séances.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons nous réunir à huis clos pour les travaux du Comité. Merci beaucoup.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>